

STRATÉGIES DURABILITÉ

2nd semestre 2019



SOMMAIRE



Edito

< p.3



Actualités

En France et dans le monde	< p. 6 à 9
Actualités à La Française nos engagements, nos actions	< p. 10 à 15
- corporate	< p. 10
- nos évènements	< p. 10 à 12
- l'interne	< p. 13 à 15
Les encours durables et la politique de vote	< p. 16



Actif du trimestre

< p. 17

- Le M, entre flexibilité et mobilité, pour répondre aux enjeux de demain



Regard d'expert

< p. 19 à 25

- Allocation Stratégique d'Actifs et Investissement Durable
- Risque climatique et secteur financier
- Les corporate PPA (Power Purchase Agreements), pour la filière des Energies Renouvelables



Zoom sur...

< p. 26 à 31

- Avec l'impact investing, retrouvez le sens du mot valeur!
- Un aperçu des principales catégories que recouvre l'Investissement Responsable
- Mettre le commerce au service de la transition écologique et sociale



Le Contrat Naturel

Par Laurent Jacquier-Laforge - Global Head of Sustainable Investing, La Française Group et Pierre Schoeffler - SRI Advisor, La Française Group

En 1991, un an avant le Sommet de la Terre de Rio, Michel Serres publie "Le Contrat Naturel". Rio de Janeiro était le troisième Sommet de La Terre, un évènement créé à l'initiative de l'ONU et ayant lieu tous les dix ans. Le premier sommet de la Terre qui s'était déroulé à Stockholm en 1972 avait donné naissance au Programme des Nations unies pour l'environnement. Le deuxième s'était tenu à Nairobi en 1982. Le Sommet de Rio est une pierre blanche dans la longue marche vers la transition climatique car il a lancé la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui a donné naissance aux fameuses COP (Conference of the Parties) qui se réunissent tous les ans. Quant aux sommets de la Terre, deux autres se sont succédés : Johannesburg en 2002 qui a mis l'accent sur le développement durable et Rio à nouveau en 2012 qui a initié le processus devant conduire à l'adoption par les Nations Unies en 2015 des dix-sept Objectifs du Développement Durable, le fameux Agenda 2030.

Revenons au Contrat Naturel, de quoi s'agit-il ? Tout démarre avec le Contrat Social de Jean-Jacques Rousseau publié en 1762. Dans cette œuvre, Jean-Jacques Rousseau défend le principe d'un contrat social entre les hommes où chacun renonce à sa liberté "naturelle" pour gagner une liberté "civile", le tout au bénéfice de l'intérêt général, supérieur aux intérêts particuliers. Ce pacte social permet d'échapper à l'état de nature, "primitif, tyrannique et vain". Michel Serres veut compléter ce pacte social par un pacte naturel constatant que "le bilan des dommages infligés à ce jour au monde équivaut à celui des ravages qu'aurait laissé derrière elle une guerre mondiale". Il constate que l'emprise de l'Homme sur le Monde est telle que l'humanité existe maintenant physiquement : "Les architectures dures et chaudes des métropoles équivalent bien à maints déserts, ... à des océans ou à une plaque tectonique rigide et mobile... La violence sans merci qui règne désormais entre l'Homme et le Monde fait qu'il y a une irruption du Monde comme acteur à part entière et majeur de l'Histoire. Il appelle donc à une réconciliation, à un nouveau contrat qui compléterait le contrat social de Rousseau : si le contrat social de Rousseau se fait d'Homme à Homme dans le monde, le contrat naturel de Michel Serres doit s'effectuer entre l'Homme et le Monde.

A sa sortie il y a trente ans, le livre s'est heurté à une levée de bouclier : vouloir sauver la planète était alors considéré comme une élucubration et même par certains comme une tentation de caractère fasciste. Aujourd'hui, le monde entier semble s'être emparé du sujet. Partout l'on entend qu'il est urgent d'agir. Ce que nous rappelait alors, et nous rappelle encore aujourd'hui Michel Serres, c'est qu'il avant tout urgent de réfléchir.

Un rapprochement aurait probablement fait sourire le facétieux Michel Serres, entre sa thèse du Contrat Naturel et l'une des thèses majeures de Georges R. R. Martin dans Games of Thrones : l'irruption du Monde comme acteur majeur de l'Histoire devrait induire les hommes à s'unir pour relever le défi écologique symbolisé chez Martin par les Marcheurs Blancs, plutôt que de



Par Laurent Jacquier-Laforge - Global Head of Sustainable Investing, La Française Group et Pierre Schoeffler - SRI Advisor, La Française Group

s'entre-tuer pour conquérir un pouvoir illusoire. C'est ce qu'évoquent d'une part le tableau des duellistes de Goya en couverture du l'édition originale du livre de Michel Serres et d'autre part tous les combats et duels qui rythment la saga des saisons Game of Thrones. Dans les premières pages du Contrat Naturel, Michel Serres commente ainsi le tableau des duellistes de Goya, si brillamment que cela vaut une longue citation : "Un couple d'ennemis brandissant des bâtons se bat au beau milieu de sables mouvants. Attentif aux tactiques de l'autre, chacun répond coup pour coup et réplique contre esquive. Hors le cadre du tableau, nous autres spectateurs observons la symétrie des gestes au cours du temps : quel magnifique - et banal - spectacle! Or le peintre - Goya - enfonça les duellistes jusqu'aux genoux dans la boue. A chaque mouvement, un trou visqueux les avale, de sorte qu'ils s'enterrent ensemble graduellement. A quel rythme? Cela dépend de leur agressivité: à lutte plus chaude, mouvements plus vifs et secs, qui accélèrent l'enlisement. L'abîme où ils se précipitent, les belligérants ne le devinent pas : au contraire, de l'extérieur, nous le voyons bien. Qui va mourir, disons-nous ? Qui va gagner, pensent-ils et dit-on le plus souvent ? Parions.... Mais en tierce position, extérieur à leur chamaille, nous repérons un troisième lieu, le marécage, où la lutte s'envase. Car ici, dans le même doute que les duellistes, les parieurs risquent de perdre tous ensemble, ainsi que les batailleurs, puisqu'il est plus que probable que la terre absorbe ces derniers avant qu'euxmêmes et les joueurs n'aient liquidé leur compte. Chacun pour soi, voici le sujet pugnace ; voilà deuxièmement, la relation combattante si chaude qu'elle passionne le parterre, qui, fasciné, participe de ses cris et de ses louis. Et maintenant : n'oublions-nous pas le monde des choses elles-mêmes, la lise, l'eau, la boue, les roseaux du marécage? Dans quels sables mouvants pataugeons-nous de concert, adversaires actifs et malsains voyeurs? Et moi-même qui l'écris, dans la paix solitaire de l'aube ?"



300 milliards de dollars pourraient suffire à sauver la planète du réchauffement climatique selon les climatologues des Nations Unies.



ACTUALITÉS



Des publications du GIEC

Durant l'été 2019 le GIEC (Le Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat) a publié deux nouveaux rapports alarmants sur les liens entre changement climatique et agriculture d'un côté et océans et cryosphère de l'autre.

Outre l'étude de l'impact du changement climatique sur les terres et les océans, le premier rapport évalue également comment une bonne gestion des terres contribue à la lutte contre le changement climatique et la sécurité alimentaire. Le second nous amène à la conclusion suivante : "Pour sauver la planète, il faut sauver les océans".

Les évaluations du GIEC fournissent aux gouvernements, à tous les niveaux, des informations scientifiques qu'ils peuvent utiliser pour élaborer des politiques climatiques. Elles sont un élément clé des négociations internationales sur le changement climatique. Les rapports du GIEC sont rédigés et examinés en plusieurs étapes, garantissant ainsi objectivité et transparence

> En savoir plus sur <u>le changement climatique et agriculture</u> et <u>les océans et la cryosphère</u>

Le G7 à Biarritz

24 au 26 août 2019

Quelques bonnes nouvelles 😃 et d'autres moins bonnes 🙁

- Ce G7 aura permis d'obtenir des résultats concrets sur certains dossiers internationaux stratégiques. En premier lieu desquels la taxe sur les géants du numérique récemment mise en place par la France.
- Emmanuel Macron avait choisi d'ajouter au menu du G7 les gigantesques incendies en Amazonie. Sur ce sujet un accord a été trouvé avec la promesse d'une aide d'urgence de 20 millions de dollars pour envoyer des avions bombardiers d'eau...
- 🙁 ...Aide immédiatement rejetée par le président Brésilien.
- Un dispositif sécuritaire lourd avait été mis en place afin d'éviter tout débordement. Un tel déploiement de force a été regretté par beaucoup d'organisations et associations car cela a fortement limité les évènements d'expression populaire notamment en faveur de l'environnement et du climat.
- La photo officielle du G7, signe d'un élargissement du club à des nouveaux acteurs, aligne une vingtaine de dirigeants de 17 pays et 7 organisations internationales. Cependant, une seule femme y figure, la chancelière allemande Angela Merkel. Alors même que l'égalité homme-femme, était un des thèmes officiels du G7.

PRI In Person

Le 10 septembre 2019 à Paris

Le rendez-vous annuel des Principles for Responsible Investment (PRI) s'est tenu cette année à Paris. Avec 2225 signataires, très majoritairement des sociétés de gestion mais aussi près de 500 investisseurs institutionnels, cette communauté internationale rassemble des investisseurs qui intègrent des dimensions Environnementales, Sociales et de Gouvernance (ESG) dans leur gestion d'actifs.

La Française signataire depuis 2010 était aussi cette année sponsor de l'évènement.

Sommet Climat de l'ONU,

de nombreuses annonces.

Le sommet Action Climat organisé par les Nations-Unie le 23 septembre 2019 à New-York a mis la finance durable au cœur de l'actualité mondiale. Cette manifestation dont l'objet est d'accélérer les engagements des États pour contenir le réchauffement climatique sous les deux degrés, a également attiré tout l'écosystème de la finance durable. Les nouvelles coalitions, les engagements et les annonces de la part des investisseurs se sont enchaînés à vive allure en vue de verdir la finance.

Parmi celles-ci:

- Moscou a annoncé la signature d'une résolution gouvernementale consacrant l'adhésion définitive de la Russie à l'Accord de Paris sur le climat
- Avec l'annonce de l'Autriche, du Chili, de l'Italie, du Japon et du Timor Oriental, ce sont désormais 66 pays qui se sont engagés dans la Carbon Neutrality Coalition
- Dix-neuf entreprises, parmi lesquelles des géants du secteur agroalimentaire, ont présenté une coalition visant à protéger la biodiversité
- Même Amazon renforce son engagement et nous annonce viser la neutralité Carbone pour 2040!



Les populations sont **majoritairement négatives** (dans 20 pays sur 30) sur la situation environnementale de leur pays.

(Source Ipsos/EDF)



One Planet Summit

24 octobre 2019

Le 24 octobre, Bercy a accueilli le troisième One Planet Summit. Cet évènement, qui a été créé dans le but de mobiliser la finance au service du climat, avait cette année pour thème la Blended Finance. Il s'agit de la capacité de la finance publique à investir dans des projets afin d'attirer des capitaux privés en réduisant le risque.

"We need Hope!" Tel était le message d'introduction de Brune Poirson, Secrétaire d'Etat auprès de la ministre de la Transition écologique et solidaire. Suivant une tendance qui se dessine depuis quelques mois, l'attention était portée sur les Océans, l'agriculture, la biodiversité. En effet on ne parle plus seulement Energie et Climat car comme l'a souligné Jennifer Morris, présidente de Conservation International "Le meilleur moyen de réduire nos émissions carbone, c'est la nature elle-même. Elle représente 30 % de la solution, mais ne reçoit que 2 % des investissements". D'ailleurs, en conclusion de la journée, Brune Poirson a déroulé une feuille de route très claire pour tous les acteurs financiers et politiques présents : "D'ici l'année prochaine, nous devons faire émerger des projets liés à la nature".

> Relire l'édito de <u>Stratégies et Durabilité n°5</u>

L'Europe se déclare en Etat d'urgence climatique

jeudi 28 novembre 2019

L'Europe est le premier continent à décréter l'urgence climatique. Cela reste essentiellement symbolique, mais c'est un symbole fort et qui va dans le bon sens : la présidente de la Commission européenne Ursula von den Leyen a déclaré vouloir faire de l'Union européenne le premier continent à atteindre la neutralité carbone dès 2050. Les eurodéputés lui demandent d'inclure dans le pacte vert européen un objectif de réduction des émissions de 55 % d'ici 2030 et à tous les pays européens de supprimer progressivement les subventions directes et indirectes en faveur des énergies fossiles d'ici 2020.





Black Friday

vendredi 29 novembre 2019

Un black Friday suivi d'un Cyber Monday nous poussent à consommer frénétiquement, mais l'heure est-elle toujours à la surconsommation ? heureusement la semaine s'est poursuivie avec Giving Tuesday (3 décembre) et un jeudi journée mondiale du bénévolat (5 décembre) de quoi redonner du sens et remettre l'humain au cœur de l'actualité

Une COP qui fait Flop

Du 2 au 15 décembre 2019

La COP 25, en dépit de ses 42 heures de prolongation, ne laissera dans les mémoires qu'une amère déception.

Initialement prévue au Brésil, puis, après rejet de Jair Bolsonaro, au Chili, c'est Madrid qui finalement s'est généreusement proposée pour accueillir la conférence.

L'enjeu affiché était de s'accorder sur les dernières règles de mise en œuvre de l'Accord de Paris et d'assurer la relève de l'ambition pour 2020.

Bien que le texte appelle à des "actions urgentes" quasiment aucun des grands pays les plus pollueurs n'a pris d'engagement concret. Les Etats Unis quittent l'accord de Paris en 2020 et la Chine et l'Inde attendent de mesurer l'engagement des pays développés (notamment en matière d'aide aux pays émergents) avant de faire un pas en avant.

Bref les seuls à être véritablement engagés et dans l'action pendant ces deux semaines ont été les partenaires issus de la société civile (ONG, scientifiques, écologistes, peuples indigènes...).



"La communauté internationale a manqué une opportunité importante de montrer son ambition pour répondre à la crise climatique."

Antonio Guterres, secrétaire général

Une campagne publicitaire pour le label ISR



L'AFG (Association française de gestion) et le FIR (Forum pour l'Investissement Responsable) ont lancé une campagne publicitaire à destination du grand public afin de promouvoir les produits labellisés ISR. La demande augmente fortement du côté des épargnants et les sociétés de gestion ont multiplié les demandes de labellisation.

La Française a à ce jour quatre labels ISR pour des fonds en valeurs mobilières.

L'Assemblée vote la fin du plastique à usage unique en 2040

"C'est un signal très fort et concret que la France envoie ce soir à ses partenaires européens et au reste du monde", a fièrement tweeté la Secrétaire d'État à la Transition écologique Brune Poirson.

Ce délai jugé beaucoup trop long par les écologistes, les associations et beaucoup de citoyens crée la polémique et fait de l'ombre aux autres mesures du projet de loi économie circulaire et qui portent sur des points tout aussi essentiels comme l'obsolescence programmée, l'interdiction de destruction des invendus, le retour à la consigne.

Nos engagements, nos actions

Nomination de Laurent Jacquier-Laforge

Septembre 2019

Laurent Jacquier Laforge, est nommé Global Head of Sustainable Investing du Groupe La Française. Il aura la responsabilité d'incarner et de porter en interne comme en externe l'engagement du Groupe La Française en matière d'investissement responsable sur l'ensemble de ses expertises. Il s'appuiera notamment sur Inflection Point by La Française, centre de recherche propriétaire extra financière du groupe basé à Londres.

"La prise en compte des enjeux environnementaux et sociétaux est cruciale. La nomination de Laurent Jacquier-Laforge et la création d'une équipe dédiée est un gage supplémentaire de notre volonté de devenir un asset manager engagé dans un monde en profonde mutation. Il est vital de favoriser une gestion à Impact afin de faire converger les attentes de la Société civile et des investisseurs. C'est notre conviction et le rôle clé que nous nous devons d'avoir. " souligne Xavier Lépine, Président de La Française.



Laurent Jacquier-Laforge Global Head of Sustainable Investing



Le Mix

Le 9 septembre 2019 la veille des PRI In Person, La Française a organisé un de ses évènements phares. Cette fois, le décor était planté dans un temple du savoir, au cœur de Jussieu.

Nous savons que les manières de produire comme de consommer doivent évoluer au plus vite. La philosophie de La Française est d'accompagner cette transition dans le sens d'une amélioration du positionnement responsable des acteurs.

Pour sa troisième édition, Le Mix a réuni un panel d'experts pour débattre autour de ces sujets d'actualité: Valérie Masson Delmotte, Co-présidente du groupe de travail du GIEC sur les risques physiques, Marianne Louradour, Directrice régionale lle-de-France, Caisse des Dépôts, Damien Robert, Directeur Général délégué au développement au sein de Grand Paris Aménagement et Laurent Jacquier-Laforge, Global Head of Sustainable Investing de La Française.

Frère Eric Salobir, Président du comité exécutif de la Human Technology Foundation et président du réseau de recherche international OPTIC, nous a fait l'honneur d'introduire les échanges avec une Keynote centrée sur la technologie et l'éthique. Le débat était animé par **Sébastien Couasnon**, journaliste BFM Business.

- > Retrouvez <u>l'intégralité des débats</u>
- > "Follow the money!" Relire dans notre Zoom la teneur de l'intervention d'Eric Salobir

Nos engagements, nos actions - nos événements

Conférence OID

Le 30 septembre 2019 (l'Observatoire de l'Immobilier Durable a organisé une conférence dans les locaux de La Française sur le thème : l'adaptation au changement climatique dans le bâtiment : comment imaginer un avenir à +2°C voire +4°C?

L'OID a abordé ce sujet dans le cadre de la 11e conférence du cycle Immobilier & Prospectives en partenariat avec le Plan Bâtiment Durable et la ville de Paris.

La conférence a été introduite par Laurent JACQUIER-LAFORGE, Global head of Sustainable Investing - La Française, et animée par Gérard DEGLI-ESPOSTI, Directeur ISR Immobilier et Président de l'OID.

La première partie a vu intervenir Catherine LARRERE, Philosophe et professeure émérite - Université de Paris-La Sorbonne, qui a abordé ce sujet complexe sous l'angle de l'éthique environnementale. Cette approche philosophique nous permet de recadrer la question du rapport entre homme et nature : aujourd'hui, le système Terre dans son ensemble est affecté par les sociétés industrielles puisque les ouvrages des hommes survivent aux hommes...

Cette introduction philosophique s'est poursuivie par une table ronde à laquelle participaient Jérôme DUVERNOY, (ONERC), Jérôme GATIER, (Plan Bâtiment Durable) et Stéphanie CHEVALLIER, (Nexity).

> Retrouvez les vidéos de la conférence sur la chaîne YouTube de l'OID

Semaine de la finance responsable à La Française

Préserver la biodiversité en ville - découverte d'un site exemplaire: Aviso



Le 1^{er} octobre 2019 à l'occasion de la semaine de l'investissement responsable, des clients et des collaborateurs ont pu découvrir le site et visiter le jardin d'agriculture urbaine du Campus Aviso. Le Campus se situe le long des quais de Seine, au pied de La Défense. Après une étonnante visite du jardin potager, du jardin d'agrément, du poulailler et des ruches, avec vue sur les tours de La Défense, la matinée s'est poursuivie en auditorium avec Laurent Jacquier Laforge et Gérard Degli Esposti qui ont exposé l'intérêt d'un tel projet en cœur de

ville mais aussi plus globalement, les enjeux de durabilité pour La Française. Les participants ont ensuite bénéficié du décryptage de la société Mugo qui s'occupe des jardins, des poules et des ruches et de Welcome at Work qui veille au bien être des occupants des bureaux. Ces 2 entreprises gèrent de concert les espaces avec comme intention la sensibilisation des occupants au problème de durabilité et à la sauvegarde de la biodiversité, mais aussi avec la préoccupation de leur bien-être et le renforcement du lien social.



Actualités à La Française...

Nos engagements, nos actions - nos événements



Salon SRI à l'international

La Française était présente sur le salon SRI de Milan le **20 novembre 2019.** En effet à l'international aussi le développement de l'Investissement Responsable est bien réel et La Française s'attache à diffuser les bonnes pratiques au-delà des frontières.

Club Zero Carbon

Le Club Zero Carbon de La Française a reçu le 26 novembre 2019. Nadine Viel Lamare, Directrice de la Transition Pathway Initiative (TPI)*. La TPI a été créé à la demande d'investisseurs début 2017 : suite à la COP 21 ceux-ci cherchaient comment analyser leurs portefeuilles dans la perspective de respecter une trajectoire de réchauffement limitée à 2°. La TPI fait ainsi partie des pionniers qui se sont lancés sur le sujet avec une méthodologie rigoureuse (bâtie en partenariat avec la LSE à Londres) et une mise à disposition publique des résultats de la recherche afin de faciliter la transition énergétique du plus grand nombre possible d'investisseurs. La TPI est une initiative que La Française apprécie et est heureuse de promouvoir : ce fut chose faite avec une salle bien remplie pour écouter et échanger avec Nadine Viel-Lamare.

> Retrouver en vidéo les propos de Nadine Viel Lamare

La Fondation Palladio lance La Fabrique de la Cité

La Fondation Palladio et La Fabrique de la Cité, en partenariat avec l'Institut Montaigne, ont annoncé la création de l'Université de la Ville de Demain, le 17 décembre dans la Grande Galerie de l'Évolution du Muséum national d'Histoire naturelle à Paris.

C'est dans les villes, où vit déjà la plus grande part de la population mondiale, que s'expriment le plus manifestement les opportunités et les tensions propres aux grandes transitions de ce siècle : démographique, numérique, sociale et environnementale. C'est aussi dans les villes que se préparent les réponses à ces nouveaux défis planétaires. En réunissant des décideurs économiques et politiques, des chercheurs, des représentants de la société civile et des médias, la Fondation

Palladio et La Fabrique de la Cité appellent les acteurs de la ville, qui portent une responsabilité commune, à s'unir pour faire face à ces enjeux inédits et coopérer pour faire émerger les solutions de demain.

La Française est membre fondateur de la Fondation Palladio.





Actualités à La Française...

Nos engagements, nos actions - nos événements

Des vœux pour un avenir durable

Ce sont les collaborateurs de La Française qui se sont exprimés dans la vidéo des vœux du Groupe, en parlant de concert sur des thèmes qui sont chers au groupe :

- Agir pour le climat,
- saisir les opportunités,
- faire de la pédagogie,
- développer la ville durable,
- et faciliter l'engagement individuel et collectif...

Transformons nos cadeaux en un geste pour la planète : l'opération de fin d'année se concrétise pour le Groupe par la plantation de 10 000 arbres avec Reforest'Action. 10 000 arbres stoquent l'équivalent de 1 428 tonnes de CO².













2020













La réalité du changement climatique est désormais reconnue par 9 citoyens SUT 10 mais près d'1/4 doute encore des origines humaines du phénomène.

(Source : Ipsos/EDF)



Nos engagements, nos actions - l'interne

L'index égalité Femme/Homme de La Française est de 94/100

Créé par la Loi "Liberté de choisir son avenir professionnel" promulguée en septembre 2018, l'index de l'égalité femmes-hommes des entreprises consiste à mesurer cette égalité en matière de rémunération au travers de 5 indicateurs.

Pour cette première année, La Française se réjouit de ce bon résultat. Il confirme que les actions mises en œuvre depuis plusieurs années en faveur de l'égalité professionnelle et de la diversité ont eu un impact positif. Elles permettent de nous positionner comme un employeur socialement responsable

Même s'il reste encore à faire, et que les actions se poursuivent, aujourd'hui La Française est fière d'afficher un index 94, ce qui la place à la troisième place dans son secteur.

Congés solidaires avec Planète Urgence et voyage éthique avec Double Sens...



Cette année encore un collaborateur La Française a pu partir en congés solidaires avec **Planète Urgence** et le soutien du CMNE. Ces missions impliquent un véritable engagement puisque le collaborateur doit consacrer 10 jours de congés plus 2 jours pour la formation. Nadia est partie au Bénin pour faire du comptage d'oiseau. Ces missions ne sont pas du tourisme, ni des vacances, le but est de donner de soi pour la sauvegarde de la biodiversité, pour la transmission de compétences, ou pour du soutien scolaire auprès d'enfants par exemple.

Les frais de transport, visa, vaccins restant à charge du collaborateur, le comité d'entreprise de La Française a choisi de faciliter les départs en remboursant le reste à charge après déduction fiscale à hauteur de 500 €.



Une autre initiative du Comité d'entreprise est de proposer des voyages éthiques et solidaires. Un groupe est parti en novembre au Cap Vert, en voyage alternatif avec l'agence **Double Sens.** Cette agence propose des séjours en petit groupe en immersion pour découvrir les cultures locales auprès des habitants, en lien direct avec la nature, loin du tourisme de masse.

TTSM sur l'Investissement Durable, pour sensibiliser l'interne!

9 juillet 2019

Les TTSM (pour Time To Say More) sont des rencontres avec les collaborateurs La Française pour décoder les actualités.

Mieux comprendre les enjeux, pour mieux agir tous ensemble...

Xavier Lépine et Laurent Jacquier Laforge ont présenté aux collaborateurs les enjeux de la transition vers une économie durable et ont expliqué pourquoi le Groupe a fait résolument le choix de l'investissement responsable.



Actualités à La Française...

Nos engagements, nos actions - l'interne

La semaine du handicap à La Française

Du 18 au 24 novembre 2019

La semaine de la SEEPH, s'est concrétisée à La Française par un certain nombre de temps forts :

- 19 novembre 2019 : 48 collaborateurs ont pu bénéficier de massages assis réalisés par 3 praticiens de l'entreprise JOAM qui est une Entreprise Adaptée.
- 20 novembre 2019 : les collaborateurs ont pu participer au lancement de l'application "Quel collègue êtes-vous face au handicap?". Une application ludique et personnalisée pour La Française, permettant de sensibiliser nos collaborateurs au handicap dans l'entreprise.
- 21 novembre 2019 : Stand RESPONSAGE à l'accueil comprenant de petits jeux ludiques autour des troubles de l'autisme (handicap invisible dans l'entreprise). Prise de rendez-vous possible également pour les personnes aidantes ayant besoin d'un accompagnement dans leurs démarches.
- Tout au long de l'année le recours à l'ESAT Pleyel pour la livraison de petits déjeuner pour les matinées d'accueil et les évènements comme par exemple les stands Responsage.







Une brocante solidaire

Comment faire coup triple? vider les placards, faire plaisir aux collaborateurs et faire une bonne action?



Le 19 décembre 2019 à l'occasion d'un Xmass Day interne, le service Communication a organisé une Brocante Solidaire.

Les reliquats de matériel évènementiel, objet déco et goodies ont été mis en vente au profit Du Carillon. Outre apporter un peu de visibilité à cette association, ce déstockage leur a permis de récolter environ 330 € pour organiser un Noël solidaire.

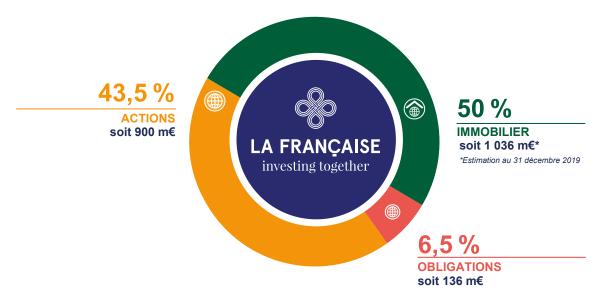




LES ENCOURS DURABLES à La Française

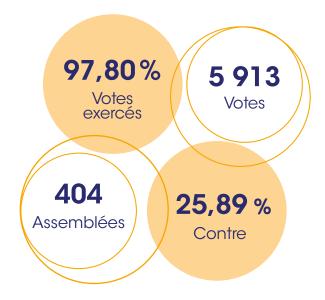
(au 31 décembre 2019)

2 072 m€



La politique **DE VOTE**

Les résultats de nos votes exercés en 2019 sont :





ACTIF DU TRIMESTRE

La Française a des



Zoom sur... Le M

Entre flexibilité et mobilité, pour répondre aux enjeux de demain.



255 boulevard Pereire, 75017 PARIS



Social

FLEXIBLE

- L'immobilier agile: pionnier mondial du coworking, le locataire du M a réalisé des travaux d'aménagement permettant la création d'espaces adaptés à chaque usage et disposant d'un équipement de qualité.
- Un environnement propice à la productivité : pour répondre aux nouvelles méthodes de travail, et encourager le développement et la créativité de chacun, des services communs et personnalisés sont proposés.



Environnemental

RESPONSABLE

- Des locaux éco-responsables : réduction de la consommation de plastique, tri sélectif, lutte contre la surconsommation, tout est fait pour guider les utilisateurs sur le chemin du greenworking.
- Un quartier en pleine mutation: ambitieux projet du Grand Paris Express, la requalification de la Porte Maillot place l'humain, les espaces verts et la mobilité au cœur de sa stratégie avec un futur grand pôle multimodal comprenant la ligne 1 du métro, le RER C, le futur T3 et la gare routière.



MIXITÉ URBAINE

 Un quartier dynamique: à deux pas de l'avenue des Ternes, Le M est situé dans un quartier mixte doté de nombreuses résidences mais laissant aussi la place aux grandes entreprises, boutiques parisiennes, restaurants et activités culturelles.

Sociétal

PROCHAIN OBJECTIF: le Label BREEAM Shell Only niveau good visé BREEAM

EN RÉSUMÉ

Des locaux d'environ 7 530 m² de bureaux, situé entre la Porte Maillot et l'avenue des Ternes, dynamisé par un monolocataire expérimenté et un quartier en pleine mutation.



www.la-francaise.com



REGARDS D'EXPERT





Allocation Stratégique d'Actifs et Investissement Durable



par Pierre Schoeffle SRI Advisor, La Française Group

Dans la Newsletter de Stratégies & Durabilité de juin 2019, la question de l'intégration des critères ESG dans l'allocation stratégique d'actifs a été développée sous l'angle de la nécessaire quantification financière de ces critères au travers de différentes techniques, telles que la "Climate Var@Risk" développée par Carbon Delta, pour déterminer une frontière efficiente "impact investing".

Depuis juin, les avancées méthodologiques se sont rapidement succédées, en particulier celles de IC4E "Pour une autre approche du risque climatique en finance" et des PRI "Embedding ESG Issues into Strategic Asset Allocation Frameworks".

La problématique est en effet d'une actualité brulante car à un horizon de 15 ans, typique de l'allocation stratégique d'actifs, les marchés vont traverser une voire deux crises financières majeures comme ils l'ont fait par le passé. Le candidat naturel désigné pour la prochaine est bien sûr l'éclatement de la bulle obligataire. Dans un environnement instable généré par l'endettement historiquement très élevé des entreprises dans le monde, elle peut être enclenchée par un choc sur les taux si et/ou lorsque les politiques budgétaires prendront le relais des politiques monétaires pour soutenir la croissance. Mais une autre crise est en gestation, d'une ampleur insoupçonnée, car le futur du climat de la terre pour les siècles à venir va se jouer dans ces 15 prochaines années selon que les émissions de carbone seront ou non diminuées de moitié. Qu'il y ait ajustement du système économique à un réchauffement climatique important ou tentative d'atténuation de ce réchauffement par des mesures de transition, les équilibres économiques, sociaux et politiques mondiaux vont subir des chocs violents.

Les contributions d'I4CE et des PRI portent sur deux aspects clés de l'allocation d'actifs : la rentabilité et le risque attendue des actifs et la granularité des actifs à prendre en compte dans l'allocation.

Sur le premier aspect les ruptures économiques et sociétales occasionnées par la transition énergétique vont se traduire par des tendances majeures sur les marchés financiers qui ne sont pas ou que très récemment pris en compte par ces marchés. L'historique des données apporte donc peu d'éclairage. Sur les marchés d'actions mondiaux, La Française a détecté un facteur de performance climat à partir de 2014, c'est insuffisamment long pour en tirer des conclusions sur longue période. Il est donc nécessaire de recourir à d'autres techniques que les approches statistiques qui permettent de calibrer des rentabilités, des volatilités et des corrélations et la plus séduisante est celle dite "de l'exploration des scénarios". Le principe est simple: à partir d'un jeu d'hypothèses où l'on fait varier les paramètres économiques et



Allocation Stratégique d'Actifs et Investissement Durable

climatiques en interaction les uns avec les autres, on construit un grand nombre de scénarios sans leur donner de probabilité a priori. Puis on définit un critère de dommage insupportable : de tels scénarios sont à exclure absolument. Par des algorithmes mathématiques de prise de décision en avenir incertain (en particulier l'algorithme du "MinMax Regret"), on explore les scénarios qui provoquent le dommage. Une fois identifiés, on leur met une probabilité d'occurrence. L'étape ultime est de calibrer les expositions aux différents actifs afin de ne pas se retrouver en position de subir les conséquences des scénarios exclus. La clef est bien entendu de créer des jeux de scénarios économiques et climatiques cohérents, pour ce faire on peut faire appel aux "Integrated Assessment Models" qui couplent modèles économiques et modèles climatiques sur le modèle du Prix Nobel d'économie William Nordhaus combinés avec les trajectoires de développement socio-économiques décrites dans les "Shared Socioeconomic Pathways" qui font maintenant partie intégrante des scénarios climatiques

Sur le deuxième aspect, complémentaire du premier, l'idée est d'élargir le spectre des actifs afin de capter les opportunités d'investissement liées à la transition énergétique et de réduire les risques en incluant en plus des actifs traditionnels des actifs qui capturent des caractéristiques ESG uniques. On pense bien entendu aux infrastructures, mais aussi au "private equity" et au "private debt" sectoriels.

du GIEC et seront pris en compte lors du prochain rapport d'évaluation en 2021.

Une illustration particulièrement parlante de la nécessité d'adapter l'allocation stratégique d'actifs à l'investissement durable est le scénario de l' "Inevitable Policy Response" porté par les PRI. De quoi s'agit 'il? C'est simple: face aux changements climatiques, les gouvernements restent attentistes et ne prennent pas les décisions à temps, la COP25 en est un exemple criant. Inévitablement ils vont être contraints et forcés d'agir un jour et d'autant plus brutalement qu'ils auront tergiversé. Or un tel changement de politique n'est en rien intégré dans les marchés financiers aujourd'hui que ce soit en termes de valorisation ou de risque. L'impact de ce scénario particulièrement crédible à partir de 2025, qui va se traduire par une transition accélérée et contrainte dans la production d'énergie et l'utilisation de l'espace, peut être détaillé sur les secteurs industriels, de services aux collectivités, immobiliers, agricoles, etc. avec des conséquences directes sur les marchés d'actifs, engendrant des pertes et des gains de valeur immédiates.

Les avancées méthodologiques en finance du climat sont appelées à se multiplier. Il faudra juste que les allocataires d'actifs se les approprient à temps.



Risque climatique et secteur financier

Ce texte a déjà été publié dans la Newsletter Stratégies et Durabilité #5 en décembre 2019

C'est un des sujets parmi ceux qui agitent les milieux financiers, et ce n'est probablement que le début, mais la concordance des temps de deux publications d'acteurs français incontournables est significative. Alors que le bulletin de la Banque de France (BdF) de septembre-octobre avait pour thème "changement climatique : quels risques pour le secteur financier" ce même mois de septembre a vu Finance for Tomorrow (F4T) publier un rapport "le risque climatique en finance, concepts, méthodes et outils d'analyse" visant à fournir des clés de compréhension pour tous les acteurs, et ils devraient être nombreux, concernés par la gestion du risque climatique en finance. Sans compter bien évidemment deux autres rapports commis à l'été par le GIEC sur les liens entre changement climatique et agriculture d'un côté et océans et cryosphère de l'autre, ni les multiples annonces et engagements depuis le G7 de Biarritz jusqu'à la semaine pour le climat à New-York en passant par la nouvelle Présidente de la Commission Européenne et le Green Deal.

Les risques climatiques sont désormais bien identifiés et de trois formes : risque physique, risque de transition et risque de responsabilité. Les outils d'analyse de ces risques sont quant à eux essentiellement de deux ordres :

- Un outil de mesure des émissions de CO2 : l'empreinte carbone.
- Et des outils d'évaluation des risques : la part verte/part grise, les indicateurs d'impacts financiers, les indicateurs d'alignement à une trajectoire 2° ou encore les scores d'exposition au risque.

A ce jour, alors que le risque de transition est de mieux en mieux compris, le risque de responsabilité représente encore un angle mort des risques climatiques tandis que le risque physique n'est souvent pas perçu comme une menace potentielle.

Mais l'élément clé de la finance climatique réside dans l'appropriation des métriques et des analyses en interne. Il est essentiel que le risque climat soit géré comme un risque financier classique et que l'expertise soit internalisée pour pouvoir comprendre et analyser les chiffres, affiner les méthodologies. Le risque climat doit donc prendre toute sa place au sein des organes de gouvernance, au sein de la gestion des risques classique et bien sûr dans la mise en place des stratégies d'entreprises. Le temps n'est plus à l'exercice de communication ni au traitement de ce risque par des experts isolés en dehors des systèmes d'information des acteurs financiers. La finance climat doit être au cœur de notre métier.

Pour lire le bulletin de la Banque de France Pour lire le rapport de F4T

LES CORPORATE PPA (Power Purchase Agreements), NOUVEAU DÉFI pour la filière des Energies Renouvelables

Questions à Alexandre Soroko, responsable Transition Energétique chez Gazel énergie par Camille Zimmermann, gérante - Fonds Infrastructures EnR chez Acofi Gestion



Alexandre Soroko Responsable Transition Energétique chez Gazel énergie

Développement des EnR : des mécanismes de soutien au développement marchand

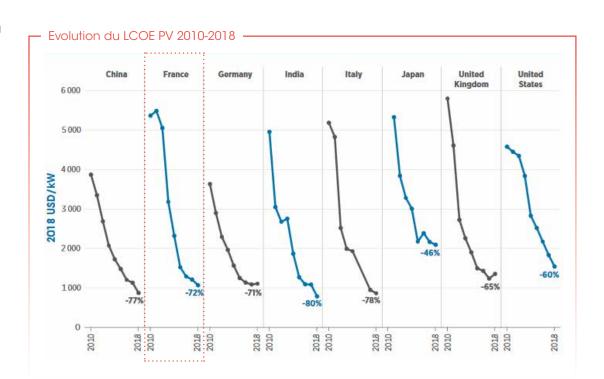
Des mécanismes de soutien aux énergies renouvelables avaient été mis en place dans les années 2000 afin de permettre le développement des énergies renouvelables, notamment éoliennes et solaires, conformément aux objectifs européens (les 3 x 20) à une époque où les coûts de production (Levelized Cost Of Energy, LCOE⁽¹⁾) de l'électricité renouvelable dépassaient largement ceux des énergies conventionnelles. Ces systèmes ont dans la majorité des pays pris la forme d'obligation d'achat (feed-in tariff). Il a cependant montré des limites, tels que les prix négatifs pour l'électricité, notamment en Allemagne, liée à des excédents périodiques

de production, ou des difficultés de financement du système, notamment en Espagne ou en France. Ces mécanismes ont ainsi été progressivement transformés depuis quelques années, essentiellement par l'introduction de mécanismes de complément de rémunération (feed-in premium, 2012 en Allemagne et 2016 en France par exemple).

Bien que ces mécanismes soient très proches car garantissant des prix fixes ou quasi fixes sur des durées longues aux producteurs d'EnR, cette transition entraîne un rôle croissant du marché de l'électricité dans le développement des énergies renouvelables, du fait de l'implication des agrégateurs et du suivi nécessaire des prix de marché. Le complément de rémunération pose ainsi les premières bases d'un développement marchand, i.e. sans soutien étatique. Au-delà, ce développement marchand des EnR est désormais possible dans de nombreux pays à travers le monde grâce à la baisse continue et très prononcée des LCOE des différentes technologies renouvelables, due à la maturité du secteur, à la forte concurrence, aux économies d'échelle, aux faibles coûts de financement en equity et dette, etc.

(1) Levelized Cost Of Energy: prix complet d'une énergie sur la durée de vie de l'équipement qui la produit

Les corporate PPA, nouveau défi pour la filière des Energies Renouvelables



Comment les corporate PPA sont-ils devenus des mécanismes de développement des EnR ?

Les corporate PPA (Power Purchase Agreements) sont des contrats d'achat direct d'électricité renouvelable entre un producteur et un consommateur final à un prix donné (ou mécanisme de prix donné) pour une durée de plus ou moins longue (3-25 ans). Ils ont émergé du fait de la forte baisse des LCOE et par la volonté croissante des grands consommateurs d'énergie d'acheter directement aux producteurs de l'électricité d'origine renouvelable mais aussi de fixer sur le long terme une partie du prix de leur fourniture en électricité, et ce à des prix attractifs par rapport aux prix de marché. Les PPA sont ainsi devenus dans de nombreux pays un nouvel outil pour financer les projet EnR et ce, en remplacement des systèmes de soutien public.

Quel est aujourd'hui le stade de développement des PPA?

Les PPA existent depuis longtemps aux Etats-Unis (le mécanisme de soutien public passe avant tout par des allègements fiscaux) où ils sont utilisés, entre autres, comme des produits de couverture (PPA financier). En Europe ils se sont développés initialement en Europe du Nord et sont apparus récemment en Espagne où ils connaissent une forte croissance. Plus globalement, leur développement commence à se généraliser (Allemagne, Pologne, Portugal...), même si les niveaux de maturité du marché sont très différents d'un pays à un autre en fonction de leur mix énergétique historique et des prix de l'électricité, très différents d'un pays à l'autre.

En France, l'appétence des développeurs pour des PPA marchands est encore limitée avec un système de soutien public encore largement présent et intéressant pour le développement des projets EnR et des prix de marché relativement bas. Quelques exemples, tels que SNCF Energie, Crédit Mutuel, Boulanger avec Voltalia, ADP, des groupes de grande distribution, RATP, La Poste et de nombreux autres groupes en réflexion) montrent le début d'un mouvement qui ne fait que commencer.

Les corporate PPA, nouveau défi pour la filière des Energies Renouvelables

Quels sont les freins au développement des PPA?

Les PPA sont des contrats complexes et peuvent être difficiles à mettre en place. Ils font intervenir plusieurs parties (producteur, acheteur, agrégateur, fournisseur, prêteurs et investisseurs) et il existe une grande liberté contractuelle, avec de nombreuses options ayant toutes des avantages et inconvénients. Les sujets liés à la gestion de l'intermittence (problématique clé des énergies renouvelables) sont particulièrement complexes à contractualiser.

Cela a jusque-là favorisé les PPA conclus entre les principaux acteurs du marché (principaux développeurs/IPP européens côté producteurs, GAFA ou utilities côté consommateurs) et pour des actifs de taille relativement significative.

Les contrats sont progressivement en train de se standardiser et seront ainsi plus accessibles à l'ensemble des producteurs et consommateurs. En France, un important travail de pédagogie et de standardisation est en train d'être réalisé: nous venons par exemple de publier au sein de La Plateforme Verte⁽²⁾ un guide de rédaction et de négociation des corporate PPA.

De plus, les sujets de financement des actifs sous PPA doivent être appréhendés différemment de ceux des actifs sous obligation d'achat. Les critères habituels de bancabilité des projets doivent être revus pour pouvoir apprécier ces actifs et trouver de nouveaux équilibres financiers. Ainsi, l'équipe de gestion Transition Energétique d'Acofi Gestion, à travers sa nouvelle initiative Predirec EnR 2, propose des solutions de financement de ces nouveaux actifs (mezzanine long terme et bridge).

(2) La Plateforme Verte : groupe de réflexion sur les problématiques liées aux énergies renouvelables animé par le cabinet De Gaulle Fleurance et Associés et auquel Acofi Gestion participe. Alexandre Soroko anime notamment les débats liés aux corporate PPA.



ZOOM SUR



Avec L'IMPACT INVESTING, retrouvez LE SENS DU MOT VALEUR!

Ce texte a déjà été publié dans la Newsletter Stratégies et Durabilité #4 en septembre 2019

Intervention d'Eric Salobir au Mix

Le 9 septembre 2019 La Française a eu le plaisir de faire intervenir le frère Eric Salobir* en introduction de sa Table ronde "le Mix", sur le thème de l'Impact Investing.

C'est avec l'injonction "Follow the money" que le frère Eric Salobir a interpellé son auditoire. Follow the money c'est sans doute ce qu'il faut faire pour parler d'éthique et technologie. Ces deux mots placés dans la même phrase nous semblent une évidence aujourd'hui, mais ce n'était pas le cas il y a seulement 3 ou 4 ans... Scandales à répétition, RGPD, prise de conscience des problèmes liés a l'usage des données personnelles, ont amené le public, notamment les jeunes générations, à se questionner sur l'innovation, qui finalement n'est peut-être pas nécessairement synonyme de progrès. À tel point qu'il est légitime de se questionner : doit-on s'attendre à un éclatement d'une bulle Tech, qui pourrait être encore plus important que ce que nous avons connu avec la bulle Internet ?

Ces réserves sont sans doute dues au fait que la nouvelle technologie numérique se fonde sur un modèle économique qui est le modèle du choix maximum et de la liberté maximum, mais aussi, en corollaire, du repère minimum et de la confiance minimum. On choisit, on compare, on saute de prestataire en prestataire et au fond il n'y a plus de lien, plus de fidélité. Et c'est avec une utilisation intensive du scoring que nous tentons de recréer de la confiance et de la sécurité. Il parait à présent naturel à chacun de noter son chauffeur VTC ou son service hôtelier! Le numérique envahit maintenant le domaine régalien de la monnaie. Or toute monnaie repose sur la confiance car la monnaie fiduciaire n'a pas de valeur intrinsèque. Avec la crypto monnaie il n'y a finalement plus besoin de la confiance, la confiance est remplacée par des algorithmes, des Smart Contract. Et finalement, à partir de contingence financière, nous jetons les bases d'une certaine forme de société.

Follow the money, c'est réaliser que ceux qui ont le pouvoir de donner vie aux rêves ce sont ceux qui investissent dans ces rêves et qui les transforment en projet. Les investisseurs sont donc en première ligne.

S'il y a une éthique du business, l'éthique peut être aussi un business en soi et certains peuvent être tentés d'en faire profit en oubliant la finalité, comme ce fut le cas parfois avec l'écologie. Le cas de la voiture électrique vendue comme ne polluant pas, mais qui est rechargée avec une électricité produite au charbon est un bon exemple. Le greenwashing peut entrainer des pertes de confiance et il faut prendre gare à ce que le même phénomène ne se reproduise avec les technologies.

En fait Il faut changer de mentalité et arrêter de penser « profit » pour penser « valeur ». C'est toujours une donnée financière, mais le profit est au compte de résultat et la valeur est au bilan, ainsi on passe d'une vision court-termiste à une vision de long terme et on se questionne : qu'est-ce que je construis ? que vais-je léguer ?

La bonne attitude est donc de fonder la valeur sur des Valeurs. Avoir une volonté affichée en phase avec les valeurs, c'est ça au fond l'impact investing, utiliser des flux financiers pour quelque chose qui va bien au-delà du flux financier, pour transformer la société.

^{*} Fr. Eric Salobir o.p. est un prêtre catholique romain de l'ordre des Prêcheurs. Il est le fondateur et le président du réseau OPTIC, un réseau de recherche et d'innovation qui réfléchit aux enjeux éthiques qui accompagnent le développement des technologies de rupture. Fr. Salobir est également consultant auprès du Saint-Siège pour les médias et les technologies. Il a contribué à la réorganisation des médias du Vatican. Fr. Salobir enseigne la communication numérique à l'Université Catholique de Paris et donne des conférences sur des sujets liés à la technologie et à l'éthique.



Un aperçu des **PRINCIPALES CATÉGORIES** que recouvre I'INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Ce texte a déjà été publié dans la Newsletter Stratégies et Durabilité #4 en septembre 2019

La Française s'est saisie de l'Investissement Responsable (IR) et en a été un acteur actif depuis des années. Alors que ce concept initialement de niche est en passe de devenir mainstream, il est aujourd'hui important de bien le comprendre ce qui ne va pas toujours de soi. A cet effet voici un bref aperçu des principales catégories de l'IR:

■ L'IR en lien avec la composition d'un univers d'investissement

- Les exclusions éthiques dont le but est d'aligner les valeurs personnelles avec ses investissements en excluant certaines activités de son univers d'investissement comme le tabac, l'alcool, le jeu, l'armement, l'énergie nucléaire, les OGM, les tests sur les animaux, etc. Appelé également screening négatif, il repose sur des contraintes de nature subjectives, représente la plus ancienne forme de l'investissement responsable et correspond souvent à des mandats de clients de type fondations, organisations religieuses ou family offices.
- Les exclusions normatives. A l'opposé de la nature subjective des exclusions éthiques, les exclusions normatives reconnaissent que certaines valeurs sont devenues universelles, acceptées par la société au sens large, et mises en œuvre par les gouvernements. Ce sont par exemple les exclusions des armes controversées ou celles liées au Pacte Mondial des Nations-Unies. Elles sont devenues la base de beaucoup de politiques d'investissement de sociétés de gestion et sont mises en œuvre à l'aide de données et/ou scores ESG en vue d'éliminer un risque.

L'IR en lien avec la sélection des investissements individuels

- L'intégration ESG permet d'accéder à plus d'informations afin de prendre des décisions d'investissement en intégrant des données non-financières. En général ces données sont classées par enjeux Environnementaux, Sociaux ou de Gouvernance (ESG). Cette approche peut être mise en œuvre via des règles (quant) ou être discrétionnaire (stock picking) ou en utilisant les deux à l'instar des gérants actifs de La Française qui profitent de nouvelles sources de données et cadres analytiques. L'intégration ESG traduit des facteurs risques- rendement non financiers en performance d'investissement.
- L'engagement actionnarial comprend le vote actif en assemblées générales et l'engagement auprès des sociétés détenues. L'engagement sur des facteurs ESG a été repris dans de nombreux Codes de Gouvernance dans le monde et fait partie de la panoplie des outils à la disposition de gérants actifs comme La Française. Il est promu par les PRI*.

^{*} A Principles for Responsible Investment ou Principes de l'Investissement Responsable



Un aperçu des principales catégories que recouvre l'Investissement Responsable

- L'investissement thématique durable. L'investissement thématique ne date pas d'hier. Les stratégies de construction de portefeuille bâties autour d'un thème environnemental ou social sont considérées comme des investissements thématiques ESG ou durables.
- L'impact investing ou investissement à impact est une catégorie historiquement réservée au private equity et à la philanthropie. Dans ce cas la préservation du capital n'est pas toujours un pré-requis afin de pouvoir générer un impact social ou environnemental. Les ODD** ont ouvert le débat pour élargir cette définition à des investissements permettant de générer également de la performance financière. Ce type d'investissement va plus loin que les deux précédents puisque les impacts sur l'environnement ou la société doivent être intentionnels et mesurés.

Ces catégories ne sont pas mutuellement exclusives. En fait, la plupart des produits d'Investissement Responsable incorporent plusieurs catégories à l'image de notre stratégie actions Carbon Impact. Les indications données par la politique d'investissement d'un produit permettent de déterminer à quelle catégorie(s) principale(s) d'IR se rattachent celui-ci.

** ODD : Objectifs du Développement Durable proposés par les Nations Unies en sept 2015



Mettre le **COMMERCE** au service de la **TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE**

En octobre 2019 la Fondation Nicolas Hulot pour le nature et l'homme et l'institut Veblen ont édité un rapport qui met en évidence les impacts des politiques commerciales européennes et formule des propositions à l'attention des décideurs français et européens.

Cet opuscule liste 37 propositions pour réformer la politique commerciale européenne et mettre le commerce au service de la transition écologique et sociale, dont 5 propositions clés.

Depuis plusieurs années les débats se focalisent autour des différents méga-accords commerciaux (TAFTA, TPP, RCEP...) et cela fausse les perceptions en dissimulant les véritables enjeux et les crises actuelles, comme celles de l'urgence écologique (dérèglement climatique avec impacts irréversibles ; ponction des ressources au-delà des limites physiques de la planète ; effondrement de la biodiversité...) et de l'urgence sociale (10 % de la population mondiale sous le seuil d'extrême pauvreté ; croissance des inégalités...).

Ces crises mettent en lumière les limites de notre système économique mondialisé fondé sur un modèle de croissance du PIB alimenté par le consumérisme et le productivisme. Or, si les appels se multiplient pour inviter à repenser de fond en comble nos modes de production et de consommation, nos modes d'échange et la politique commerciale qui les régit ne prennent toujours pas en compte le problème de la transition écologique et sociale. Les règles commerciales jouent pourtant un rôle structurant dans l'organisation des activités économiques internationales et faute d'intégrer la dimension écologique, elles encouragent un modèle insoutenable et favorisent le développement d'activités très polluantes.

Le droit commercial international semble être au-dessus de toutes les autres règles, ainsi par principe, les pays cherchent systématiquement à limiter l'impact des normes sociales et environnementales sur l'activité économique et les États, à commencer par ceux de l'UE, se sont volontairement abstenus de prendre dans l'Accord de Paris toute forme d'engagement qui aurait pu avoir un effet négatif sur le commerce. Mais les politiques commerciales ont contribué à aggraver les crises sociales et environnementales. Couplée à l'absence de débat démocratique sur le contenu des règles du commerce international, cette situation alimente méfiance et frustrations d'une partie croissante de la population et se traduit dans les urnes par une montée des candidats qui proposent des mesures protectionnistes empreintes de nationalisme.





5 propositions clés

Dans sa synthèse ce rapport expose 5 propositions phares :

- 1. Faire du commerce international un levier de diplomatie climatique, de coopération fiscale et de protection des droits humains : il faut prévoir des sanctions commerciales à l'encontre des pays qui commettent des violations sévères à l'égard de l'environnement et des droits humains et qui ne s'engagent pas contre l'évasion fiscale. A l'inverse, les accords bilatéraux doivent permettre de favoriser les échanges de produits vertueux avec les pays résolument engagés dans la mise en œuvre des engagements internationaux.
- 2. Inclure dans tous les accords commerciaux bilatéraux futurs des clauses de suspension des avantages commerciaux en cas de non respect des engagements internationaux climatiques, sociaux et fiscaux à évaluer sur la base de critères précisément définis ; ouvrir des négociations pour amender en ce sens les accords déjà en vigueur. Concrètement, si un partenaire commercial décidait de sortir de l'Accord de Paris, l'UE doit pouvoir suspendre l'ensemble de son accord de commerce avec lui. Et si ce dernier dévie de sa trajectoire de baisse des émissions de gaz à effet de serre, la suspension pourrait être partielle le temps qu'il revienne sur la bonne trajectoire. En outre, l'UE doit pouvoir prendre des mesures assurant que la facilitation du commerce et des investissements ne soit pas pervertie pour échapper à des réglementations climat contraignantes.
- 3. Mettre en place une exception agri-culturelle et reconnaître que les biens agricoles ne sont pas des marchandises comme les autres. Et refuser l'accès au marché européen aux denrées agricoles qui sont produites selon des pratiques interdites dans l'UE, par exemple la viande nourrie aux farines animales ou des céréales traitées avec des pesticides dont l'utilisation est prohibée en Europe.
- 4. Mettre en place une taxe carbone aux frontières ou tout dispositif à effet équivalent afin de pouvoir rehausser le niveau d'ambition des instruments utilisés dans l'UE pour lutter contre le dérèglement climatique tout en assurant des conditions équitables pour les producteurs européens et limiter les risques de "fuites" carbones. Les émissions de GES importées doivent baisser et leur suivi devenir un indicateur clé dans la conduite de la politique commerciale.
- 5. Supprimer les tribunaux d'arbitrage qui permettent aux multinationales d'attaquer les Etats quand ces derniers adoptent des législations qui nuisent à leurs intérêts et instaurer des règles contraignantes en matière de respect des droits humains, notamment dans le cadre du traité onusien en cours de négociation sur les entreprises et les droits humains.
- > Retrouvez l'intégralité du rapport



Si les émissions de gaz à effet de serre ont baissé en France depuis le milieu des années 1990, les émissions générées par les produits importés ont doublé faisant ainsi augmenter l'empreinte carbone des français. Nous avons donc simplement délocalisé nos émissions et les pollutions induites dans les pays du Sud, et la mondialisation s'est traduite par une course au moins disant, social, fiscal et environnemental.



Les informations contenues dans ce document ne sauraient constituer un conseil en investissement, une proposition d'investissement ou une incitation quelconque à opérer sur les marchés financiers. Les appréciations formulées reflètent l'opinion de leur auteur à la date de publication et sont susceptibles d'évoluer ultérieurement. Le Groupe La Française ne saurait être tenu responsable, de quelque façon que ce soit, de tout dommage direct ou indirect résultant de l'usage de la présente publication ou des informations qu'elle contient. La présente publication ne peut être reproduite, totalement ou partiellement, diffusée ou distribuée à des tiers, sans l'autorisation écrite préalable du Groupe La Française.

Publication éditée par La Française,

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 78 836 320 euros

RCS: 480 871 490

Directeur de la publication : Pierre Schoeffler Ont participé à ce numéro : Lucile Poissonnet -Camille Zinnermann - Perrine Dutronc - Claudine-Prêtre - Pierre Schoeffler - Laurent Jacquier-Laforge

Chef d'édition : Claudine Prêtre Maquette: Wanda Le Sauze

Photos/illustrations: Adobe stock - Thinkstock - DR

128, bd Raspail 75006 Paris - France Tél. +33 (0)1 73 00 73 00 - Fax +33 (0)1 73 00 73 01 www.la-francaise.com